

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES  
SK

ARRETE

n° 010200 du -1 FÉV 2001

portant dérogation aux prescriptions de distance applicables à une installation classée soumise à déclaration au titre de la rubrique n° 2101-1-b de la nomenclature, par voie de prescriptions spéciales

LE PREFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU Le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et notamment l'article 30 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 930501 du 2 avril 1993 portant agrément des prescriptions générales relatives à la rubrique n° 58-1-a de la nomenclature des installations classées (animaux et êtres vivants : vaches laitières lorsque le nombre d'animaux en présence simultanée est compris entre 40 et 80) ;
- VU le récépissé de déclaration délivré le 24 juin 1993 ;
- VU la demande de dérogation déposée le 15 novembre 2000, par monsieur Christian HAENNIG 38, rue de Cernay à (68210) GOMMERSDORF ;
- VU le dossier annexé à la demande ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 21 novembre 2000 ;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 4 janvier 2001 ;
- CONSIDERANT** qu'il convient, pour la construction d'un bâtiment d'élevage, de déroger aux prescriptions de distance fixées à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 930501 du 2 avril 1993 ;
- CONSIDERANT** que la construction projetée n'est pas destinée à permettre une augmentation de l'effectif du cheptel entretenu ;

- CONSIDERANT** que l'élevage sera conduit sur aire paillée intégrale ;
- CONSIDERANT** les mesures compensatoires proposées destinées à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut - Rhin,

## ARRETE

### Article 1er

En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 930501 du 2 avril 1993, M. Christian HAENNIG exploitant agricole domicilié 38, rue de Cernay à GOMMERSDORF est autorisé de déroger aux prescriptions de distance par rapport à des habitations occupées par des tiers ou des locaux régulièrement occupés par des tiers.

### Article 2

Cette dérogation concerne l'implantation d'un bâtiment d'élevage et de ses annexes, sur le territoire de la commune de GOMMERSDORF, lieu-dit "village" (section 1, parcelle 27) à une distance inférieure à 100 mètres d'habitations occupées par des tiers ou de locaux régulièrement occupés par des tiers, sans toutefois que cette distance ne soit inférieure à 50 mètres.

### Article 3

Le bâtiment sera construit, aménagé et exploité conformément aux plans et notices joints à l'appui de la demande.

### Article 4

Pendant la période des travaux de construction, l'exploitant prend toutes mesures pour supprimer ou limiter les risques de pollution accidentelle des ressources en eau. Il informe, sans délai, l'inspecteur des installations classées de tout incident ou accident.

### Article 5

Le bénéficiaire de la présente dérogation informe l'inspecteur des installations classées de la date de réception des travaux.

### Article 6

La présente dérogation ne dispense par l'exploitant des formalités et accords exigibles au titre d'autres réglementation.

## Article 7

L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures susceptibles de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, sans que l'exploitant ne puisse prétendre à aucune indemnité, ni à aucun dédommagement.

## Article 8

Le Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin, le Directeur des services vétérinaires chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.



Pour ampliation  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Chef de Bureau :

Christian AULEN

Fait à Colmar, le 1 FÉV 2001

Le Préfet

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Signé : O. LAURENS-BERNARD

Délais et voies de recours (article L 514-6 du Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.